FÉDÉRATION ORNE
la ligue de l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire

PLAIDOYER DÉPARTEMENTAL

ELECTIONS MUNICIPALES 2026

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ORNE

- PARTICIPATION CITOYENNE ET VIE ASSOCIATIVE
- EDUCATION ET INÉGALITÉS
- ACCÈS À LA CULTURE ET AU NUMÉRIQUE
- ENGAGEMENT DES JEUNES ET PRATIQUE SPORTIVE
- TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET BIEN-ÊTRE

Elections municipales du 15 mars 2026

Pour un droit à la participation citoyenne et un soutien à la vie associative locale

La commune est le premier espace démocratique où se construit le faire et vivre ensemble.
Les élu.e.s municipaux ont la responsabilité de créer les conditions d'un dialogue permanent et d'une coopération renforcée entre pouvoirs publics, citoyen.nes et actrices associatives/acteurs associatifs.

DEFENDRE LES LIBERTES ASSOCIATIVES ET LA LOI DE 1901

- **Création d'un conseil de la vie associative**

REVALORISER LE PARTENARIAT POUVOIRS PUBLICS-ASSOSSIATIONS

- **Instaurer des Convention Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) pour sécuriser les financements**

Pour des politiques éducatives territoriales soucieuses de continuité et de lutte contre les inégalités

Une politique éducative territoriale solide permet d'assurer la cohérence des actions, d'ajuster l'offre aux besoins réels des habitant.e.s et d'améliorer la qualité des temps éducatifs tout au long de la vie

- **Développer, à l'échelle intercommunale, un Projet Educatif de Territoire (PEDT) qui articule l'ensemble des dispositifs éducatifs locaux pour renforcer la cohérence, l'efficacité et l'équité de l'action publique.**

Pour une école publique laïque, forte et émancipatrice.

L'école publique laïque demeure l'un des fondements de notre démocratie. Face aux tensions idéologiques, aux offensives réactionnaires et aux logiques de séparatisme social qui s'accroissent, il est indispensable de réaffirmer son rôle irremplaçable ; garantir à toutes et à tous, sur tout le territoire national, un accès égal aux savoirs, à l'esprit critique et à la liberté de conscience. L'école publique protège les élèves de tout prosélytisme et porte une ambition émancipatrice qui sert l'intérêt général.

- **Impliquer les familles et la communauté éducative dans une politique municipale ambitieuse en faveur de l'école publique, en créant des espaces de dialogue, de concertation et de co-construction des projets éducatifs locaux.**

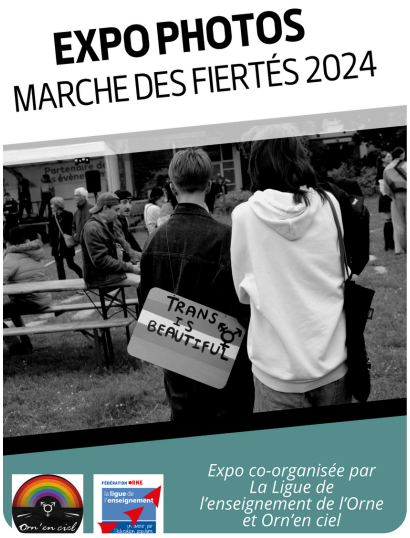
FÉDÉRATION ORNE
la ligue de l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire

Pour une éducation citoyenne et critique au numérique
Les collectivités jouent un rôle essentiel pour accompagner les habitant.e.s, protéger les plus jeunes et construire un numérique plus inclusif et plus éthique.

Soutenir les coopérations locales entre éducation populaire, sport et santé pour une éducation aux écrans dès le plus jeune âge.

Encadrer les marchés publics et les appels à projet en exigeant l'étude d'alternatives libres aux solutions des géants du numérique (GAFAM) avant tout recours.

1001 TERRITOIRES POUR LA FRATERNITÉ



Pour le droit à la mobilité et aux vacances pour tous les enfants et les jeunes.
Le droit à la mobilité et aux vacances est un droit fondamental, inscrit dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Dans un contexte d'inégalités croissantes, les communes jouent un rôle déterminant ; soutenir les départs, lever les obstacles financiers, développer les accueils de loisirs et faire de la mobilité et des vacances un véritable bien commun accessible à toutes et tous.

Créer, maintenir, renforcer le soutien aux classes de découvertes, premières expériences de mobilité éducative en facilitant les départs et en accompagnant les écoles

Garantir l'accès des enfants et des jeunes aux colonies de vacances, mini-camps, séjours collectifs

Accompagner les enfants en situation de handicap ou ayant des besoins particuliers dans leurs départs en séjours collectifs en s'appuyant sur des associations locales

Pour un droit à la culture, vectrice d'ouvertures et de luttes contre les replis
L'accès à la culture est un droit fondamental aujourd'hui menacé par les baisses de moyens imposées aux collectivités. Défendre les droits culturels, c'est garantir que chacun.e puisse créer, comprendre, pratiquer et rencontrer la diversité culturelle de son territoire. Les politiques locales doivent en faire à nouveau une priorité.

Déployer des contrats locaux d'EAC (Education Artistique et Culturelle) articulés au PEDT incluant rencontres avec les œuvres, pratiques artistiques et connaissances culturelles

Développer les actions de médiation culturelle de proximité en s'appuyant sur des structures et des personnes ressources locales (médiathèques, bibliothèques, MJC, centres sociaux, compagnies, artistes de territoire, associations culturelles, ACM…)

Pour un droit à un environnement garantissant le bien-être et la santé pour l'ensemble des habitant.e.s

La transition écologique ne peut réussir sans l'implication des habitant.e.s, sans un investissement ambitieux dans l'éducation, la participation citoyenne et la justice sociale. Pour habiter ensemble un monde commun, il est indispensable que les politiques municipales renouvellent profondément notre rapport au vivant, accompagnent les mutations sociales et professionnelles en cours et donnent à chacun.e les moyens de comprendre, d'agir et d'imaginer des futurs souhaitables. Nous appelons les futur.e.s élu.e.s à engager une transition démocratique et inclusive qui fasse de la commune un véritable moteur du changement

- **Rendre les transports en commun gratuits au moins pour tous les jeunes jusqu'à 25 ans et les demandeuses et demandeurs d'emploi**

- **Instaurer un sécurité sociale de l'alimentation garantissant l'accès pour toutes et tous à une alimentation saine, locale et de qualité.**

Pour des jeunesses engagées, reconnues et soutenues pour préparer l'avenir

Les jeunesses sont en première ligne face à des défis majeurs : urgence écologique, santé mentale, fractures sociales, montée des idées haineuses et d'exclusion...pourtant, elles restent trop souvet reléguées au rôle de spectatrices. Reconnaître leur capacité à agir, c'est leur donner les moyens de pariciper pleinement à la vie démocratique et de construire leur avenir et celui des territoires.

- **Intégrer les jeunes dans les espaces de gouvernance municipale en leur donnant un réel pouvoir d'initiative**

- **Soutenir le passage du BAFA/BAFD pour les jeunes de la commune (bourses, troc de compétence)**

Pour le développement de la pratique sportive , accessible à toutes et tous, à l'école avec l'USEP (fédération sportive) et sur tous les temps de vie grâce à l'UFOLEP (fédération multisports) .

Le développement des pratiques sportives répond à des enjeux de santé et de bien-être, de cohésion sociale, de vivre ensemble, d'éducation et de citoyenneté ? A ce titre, la politique sportive doit être un axe important de toute politique locale.

- **Développer les maisons Sport-Santé en coopération avec les clubs et associations sportives et les professionnels de santé**

- **Promouvoir l'inclusion et la diversité en développant la pratique féminine et la mixité, en favorisant l'accuel des personnes en situation de handicap, en offrant à tous les enfants un parcours sportif et associatif cohérent à travers un projet territorial.**

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ORNE
4, LE BOIS DES CLAIRETS
61000 SAINT GERMAIN DU CORBEIS
02.33.82.37.80
FEDERATION61@LALIGUENORMANDIE.ORG

FÉDÉRATION ORNE
la ligue de l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire